



**ÉDUCATION FORMATION  
RECHERCHE PUBLIQUES**

**COMMUNIQUÉ de PRESSE**

**CP n° 18 du 11 octobre 2024**

## **Coup de rabot sur les politiques éducatives, de formation et de recherche : un budget qui compromet l'avenir pour les personnels et la jeunesse**

Le gouvernement a décidé de pratiquer le coup de rabot sur les politiques éducatives au détriment de la préparation de l'avenir :

- 4035 postes d'enseignants supprimés dans l'enseignement scolaire public,
- non respect des engagements de la loi de programmation de la recherche,
- affaiblissement budgétaire programmé des universités et donc de la recherche et de l'enseignement supérieur publics,
- réduction des dépenses de fonctionnement quasi partout sans même assumer quels services ne seront plus rendus à la population, et au détriment en particulier des plus fragiles,
- dépenses de fonctionnement et d'intervention en baisse pour les actions en faveur de la jeunesse et de la vie associative et toujours pas d'abandon du SNU alors que notre pays a besoin de politiques de jeunesse cohérentes tournées vers l'émancipation.

Le message est clair : les conditions de travail des agents du service public de l'éducation et de la formation des jeunes vont continuer de se dégrader. Le coup de rabot dans l'enseignement public, justifié par la baisse démographique, nie les réalités de travail des personnels. Le travail s'est intensifié, il est transformé par le développement de l'inclusion sans moyens et organisations adaptées. Nous alertons depuis plusieurs années sur ces enjeux, la réponse donnée hier soir par le gouvernement tourne le dos à la révolution de l'inclusion et les dossiers de presse qui se veulent rassurants n'y feront rien. Le gouvernement devrait prendre au sérieux la parole des agents et de leurs représentants, prendre au sérieux et répondre aux alertes nombreuses, émises par les agents et leurs représentants en particulier sur les registres santé et sécurité au travail.

Les grands discours sur la recherche publique sont démonétisés avec une loi de programmation réduite au tiers des engagements pris.

Dans les années qui viennent, de la maternelle à l'université, notre pays devra relever le défi du renouvellement générationnel avec le départ à la retraite de nombreux agents. L'absence de programmation pluriannuel des recrutements, la diminution brutale du nombre de postes envoient aux étudiantes et étudiants, aux actifs et actives un message contraire à celui de l'attractivité.

Notre pays n'attirera pas dans les métiers de l'éducation, ni dans les carrières scientifiques en ayant la seule règle à calcul comme boussole. Ces politiques publiques qui devraient être considérées comme un investissement : accompagner les jeunes générations dans l'acquisition et la construction des connaissances, des compétences leur permettant de s'émanciper, d'avoir du pouvoir d'agir sur le monde qui sera le leur demain.